



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**RD20 –PR 17+570 à PR 17+610 - Construction d'une passerelle voie verte - Communes de Velaux et Coudoux.**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**mardi 22 juillet 2025 à 17:00**

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**

**DAP SAM-RP**

Hôtel du Département

52 avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P .....	4
2.2 - Délai de validité des offres .....	4
2.3 - Forme juridique du groupement .....	4
2.4 - Variantes.....	4
2.5 - Développement durable.....	5
2.6 – caractère environnemental .....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2 - Conduite d'opération.....	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
3-6 – Contrôle extérieur .....	6
4 - Conditions relatives au contrat .....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
5 - Contenu du dossier de consultation .....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	7
6.1 - Documents à produire.....	7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres .....	12
8.1 - Sélection des candidatures.....	12
8.2 - Critères de jugement des candidatures .....	12
8.3 - Attribution des marchés.....	12
8.4 - Suite à donner à la consultation.....	15
9 - Renseignements complémentaires.....	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
9.2 - Procédures de recours.....	16

# **1 - Objet et étendue de la consultation**

## **1.1 - Objet**

La présente consultation concerne : La RD20 PR 17+570 à PR 17+610 - Construction d'une passerelle voie verte - Communes de Velaux et Coudoux.

L'opération concerne la construction d'une passerelle voie verte le long de la RD20 dont les prestations à réaliser sont les suivantes :

- Les installations de chantier.
- La signalisation temporaire (y compris maintenance).
- Les études d'exécution.
- La préparation et gestion de chantier nécessaires aux travaux de génie civil (vis-à-vis des circulations, des réseaux, de l'environnement).
- La réalisation des travaux préparatoires nécessaires au génie civil (dégagements, recépage de mur, terrassements, plateformes provisoires de travail)
- La réalisation des ouvrages de génie civil (fondations, appuis, ancrages, dalles, escaliers, murs, murets et maçonneries)
- La réalisation de la structure métallique de la passerelle.
- La réalisation de tous les équipements de la passerelle (platelage, revêtement en résine, étanchéité, accessoires de gestion des eaux pluviales, garde-corps, grillages, main courantes, serrurerie, trappes, échelons).

Lieu(x) d'exécution : Communes de Velaux et Coudoux.

## **1.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## **1.3 - Type et forme de contrat**

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## **1.4 - Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. La future passerelle en encorbellement sera accolée à l'ouvrage existant qui franchit la rivière de l'Arc et le canal de l'Arc. Cette rivière est utilisée à des fins de production d'électricité continue, générée par la centrale hydroélectrique du Moulin du Pont située à proximité immédiate de l'ouvrage. En conséquence, l'impact des travaux sur ce canal nécessite un phasage des travaux particulier avec une imbrication constante des postes de génie civil et de signalisation de chantier. Ainsi, l'organisation du chantier doit être étudiée dans sa globalité et l'exécution des travaux dirigée par un mandataire unique. En raison de cette complexité technique, l'allotissement présenterait un inconvénient majeur à la cohérence de la prestation en question.

### **Forme de prix :**

Le marché est passé à prix forfaitaires et prix unitaires.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45233140-2	Travaux routiers
45233120-6	Travaux de construction de routes
45221115-1	Travaux de construction de ponts en acier.
45223210-1	Ossatures métalliques.

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### 2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Dans le cas de négociation, ce même délai sera reporté à compter de la date limite de réception des offres après négociation.

### 2.3 - Forme juridique du groupement

Chaque marché sera dévolu soit à un candidat unique, soit à un groupement.

En cas de cotraitance, et dans le but d'assurer la bonne exécution du marché, il sera fait application de l'article R2142-22 du Code de la commande publique. A ce titre, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La forme solidaire permet d'assurer une cohérence pour l'exercice des travaux faisant appel à plusieurs corps d'état. De plus, l'activité hydroélectrique de la centrale dépend de la continuité des travaux afin de ne pas mettre en péril son activité. La défaillance des cotraitants entraînerait des délais plus importants et des pertes de production électrique.

### 2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## **2.5 - Développement durable**

Le Département des Bouches-du-Rhône, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP.

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

- Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique
- Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de sa non-conformité au cahier des charges.

## **2.6 – caractère environnemental**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Notice de respect de l'environnement (pièce contractuelle).

Article 1.9 du CCTP : contraintes particulières imposées au chantier :

- Protection du site
- Traitement des eaux de chantier
- Déchets
- Evacuation des eaux de chantier
- Limitation des nuisances...

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La Maîtrise d'œuvre sera assurée par la Direction des Routes et des Ports, déléguée au Service Ouvrage d'Art ; représentée par le Chef du Service Ouvrage d'Art.

### **3.2 - Conduite d'opération**

La conduite des opérations sera assurée par la maîtrise d'œuvre.

### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera assurée par la maîtrise d'œuvre.

### **3.4 - Contrôle technique**

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### **3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération **de niveau II** sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

### **3-6 – Contrôle extérieur**

Ce dernier sera désigné ultérieurement.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Le financement du projet se fait par fonds propres et par l'attribution de subventions éventuelles accordées par les entités suivantes :

-Le Fonds Européen de Développement Régional

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 "Procédure pour la remise des offres par voie électronique"
- 1 Formulaire DC1 en vigueur
- 1 formulaire DC2 en vigueur
- 1 Formulaire DC4 en vigueur
- 1 Acte d'Engagement d'insertion (A.E.I)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Annexe au CCAP : "Fiche de suivi des heures d'insertion et du bénéficiaire"
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Le cadre du mémoire technique à remplir (permettant d'apprécier la valeur technique)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Cadre de sous-détail de prix : 2.09 ; 3.03 ; 4.04 ; 5.02 ; 6.01 ; 6.02 ; 6.04 ; 7.03 et 7.04
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Notice de Respect de l'Environnement (NRE)
- Cadre du SOPAQ
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)
- Le dossier de Plans
- Les plans de phasage et déviation
- Durée des phases
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Dossier Loi sur l'Eau
- Etudes géotechniques
- Modélisation hydraulique

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : [dpo13@departement13.fr](mailto:dpo13@departement13.fr)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 (lettre de candidature) et Formulaire DC2 (déclaration du candidat) Ou Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.)	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous. Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché. En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés de même nature exécutés au cours des 5 dernières années (montant, année, lieu d'exécution).	Non

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
<p>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par les certificats d'identité professionnelle FNTP en cours de validité ou par équivalence : au moins 3 certificats de capacité (ou d'autres justificatifs regardés comme équivalents fournis par des maîtres d'ouvrage) datant de moins de 5 ans, attestant de la compétence du candidat à réaliser les travaux suivants :</p> <p>Ouvrages d'art :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°113 ouvrages de technicité courante</li> <li>- n°122 ouvrages métalliques de technicité courante</li> </ul> <p>En l'absence de qualifications le candidat doit préciser ses références dans le domaine du marché, réalisées au cours des 5 dernières années, avec indication du maître d'ouvrage, de la nature exacte des travaux se rapportant à l'objet du marché concerné, du lieu, du montant et de l'année.</p>	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.



Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).**

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire.

Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

**Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.**

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

#### **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (D.U.M.E.)**

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7),**

Le DUME est disponible en version électronique au format .xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=f>  
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

**L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».**

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Acte d'Engagement d'Insertion (AEI)	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.	Non
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	Non
Le sous-détail des prix unitaires n°2.09 ; 3.03 ; 4.04 ; 5.02 ; 6.01 ; 6.02 ; 6.04 ; 7.03 et 7.04	Non
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	Non
Le SOPAQ	Non
Le SOPRE fourni à l'offre conformément à l'annexe 3 de la NRE	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété.	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

**Conditions envoi copie de sauvegarde :**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

**"Marché pour la RD20 PR17+570 à PR17+610 – Construction d'une passerelle voie verte – Communes de Velaux et Coudoux".**

Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement

en date du ..... à .....heure(s) .....minute(s)..... seconde(s)

"NE PAS OUVRIR"

N° SIRET.....

Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

SAM-RP

Bureau B6039

Hôtel du Département

52, Avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

Les formats des documents demandés sont indiqués dans l'annexe n°1 au présent document intitulé : "Procédure pour la remise des plis par voie électronique".

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

**7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

### 8.2 - Critères de jugement des candidatures

- **Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.** Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux. - **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.**

### 8.3 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera celle qui se verra attribuer le total le plus élevé après pondération.

Dans l'hypothèse où seule (s) une (ou des) offre (s) techniquement insuffisante (s) ou financièrement trop coûteuse (s) serait (aient) présentée (s), le marché pourrait ne pas être attribué et la procédure pourrait être déclarée sans suite par le Pouvoir Adjudicateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<p><b>1-Prix des prestations</b></p> <p>Noté de 0 à 100 puis pondéré par application de la formule :</p> <p>Note du candidat = <math>100 \times (\text{prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre du candidat})</math>.</p> <p>Le montant de l'offre et le montant total du DQE</p>	40%
<p><b>2-Valeur technique</b></p> <p>La note du critère 2 « valeur technique » sera calculée selon la formule suivante :</p> <p>Note « valeur technique » = <math>\frac{100 \times \text{Note du mémoire technique du candidat}}{\text{Note la plus élevée des mémoires techniques}}</math></p> <p>Où Note du mémoire du candidat = somme des points obtenus par le candidat pour chacun des sous-critères indiqués ci-dessous.</p> <p>Note la plus élevée des mémoires des candidats = note du mémoire la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats</p>	50%
<p><b>SC1 : Moyens humains et matériels</b></p> <p>Le candidat fournira l'organigramme du chantier en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La répartition des tâches entre mandataire, cotraitants et sous-traitants déclarés (si le candidat ne fait qu'envisager la sous-traitance, il est invité à le préciser dans l'organigramme)</li> <li>- Les équipes d'exécution des travaux et l'organisation de leur encadrement.</li> <li>- Les CV du personnel d'exécution et d'encadrement avec leur niveau de formation initiale et/ou leur expérience professionnelle ainsi que leurs références pour des prestations de même nature.</li> </ul> <p>Noté de 0 à 4 points</p>	30%
<p><b>SC 2 : Organisation des travaux et méthodes d'exécution</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation du chantier et les méthodes mises en œuvre pour l'exécution des travaux, notamment vis-à-vis des contraintes d'exploitation.</li> <li>- Les techniques d'exécution : construction de l'estacade, construction du batardeau, forage des micropieux, mise en place des tirants horizontaux, construction des culées, fabrication et pose de la passerelle.</li> <li>- Le phasage prévisionnel détaillé de l'ensemble du chantier et des contraintes de chantier indiquées au CCTP (maintien de circulation à double sens, intervention concomitante de gestionnaires de réseaux sur le</li> </ul>	70%

<p>chantier).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les contraintes d'exploitation, en cohérence avec les délais d'exécution du marché (maîtrise du phasage des travaux, maîtrise de l'exploitation en phase d'alternat ou de fermeture totale, effectifs et moyens matériels affectés au chantier)</li> <li>- Les procédures mises en place dans l'entreprise pour l'organisation et le contrôle de la qualité. Il précisera les modalités du contrôle interne et externe, ainsi que les mesures mises en œuvre pour s'assurer de la traçabilité du suivi du contrôle de la qualité et du traitement des non-conformités.</li> </ul> <p>Noté de 0 à 4 points</p>	
<p><b>3- Qualité environnementale</b></p> <p>La note du critère 3 « qualité environnementale » sera calculée selon la formule suivante :</p> <p>Note « valeur technique » = <math>\frac{100 \times \text{Note du mémoire technique du candidat}}{\text{Note la plus élevée des mémoires techniques}}</math></p> <p>Où Note du mémoire du candidat = somme des points obtenus par le candidat pour chacun des sous-critères indiqués ci-dessous.</p> <p>Note la plus élevée des mémoires des candidats = note du mémoire la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats</p>	10%
<p><b>SC 1 : SOPRE</b></p> <p>Le candidat fournira un Schéma Organisationnel de Protection et de Respect de l'Environnement (SOPRE), tel que décrit dans l'Annexe 3 de la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).</p> <p>Note de 0 à 4 points</p>	50%
<p><b>SC 2 : Fonctionnement général du chantier et SOGED</b></p> <p><b>Le fonctionnement général du chantier en vue du respect de l'environnement :</b></p> <p>Le candidat indiquera comment il envisage d'organiser ce chantier en vue de limiter la création de nuisances à l'environnement immédiat du site (bruits, poussières...).</p> <p>Le candidat fournira un schéma des installations de chantier, il précisera l'organisation mise en place et les dispositions envisagées afin de respecter les règles d'hygiène et de sécurité du chantier.</p> <p>Ces documents seront adaptés aux particularités du chantier et devront répondre à la réglementation en vigueur.</p> <p>Le candidat précisera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les moyens mis en œuvre pour l'organisation de la protection de l'environnement : information, consignes, mesures à prendre pour la protection des eaux, de l'habitat (bruits), de l'air (poussières..), des transports, etc.</li> <li>-les dispositions envisagées pour éviter toute pollution des eaux souterraines et de</li> </ul>	50%

<p>surface, ainsi que les moyens mis en œuvre pour pallier toute pollution accidentelle de chantier et les moyens utilisés pour transmettre l'information au personnel de chantier.</p> <p><b>La gestion des déchets (SOGED)</b></p> <p>Le candidat précisera notamment les dispositions d'organisation prévues par le candidat, pour assurer le suivi et la traçabilité de l'évacuation, du recyclage et de la valorisation des déchets de chantier, en conformité avec l'article L.541-2 du Code de l'Environnement.</p> <p>Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toute nature liées au traitement des déchets du chantier, y compris ceux produits par l'entreprise. Seront précisés le recensement, le tri, le suivi et la valorisation des déchets du chantier (déchets inertes, déchets non dangereux non inertes, etc.)</p> <p>Conformément à l'article 11.3.1 du CCAP, il sera procédé à une mise au point du SOGED lors de la période de préparation.</p> <p>Note de 0 à 4 points</p>	
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

(\*) Notations de 0 à 4 selon le barème suivant : de 0 à 4 points correspondant respectivement aux appréciations suivantes : 0 : très insuffisant ou non renseigné, 1 : insuffisant, 2 : assez satisfaisant, 3 : bien ou satisfaisant, 4 : très bien ou très satisfaisant.

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée.

Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les prix indiqués dans le bordereau des prix prévaudront et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en compte.

#### **8.4 - Suite à donner à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur prévoit de recourir à une négociation. La négociation sera menée avec les 3 candidats arrivés en tête de classement selon les modalités suivantes : négociation écrite et/ou orale. La négociation pourra se dérouler en un ou plusieurs tours.

Toutefois, le marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Dans ce cas, en application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre, sans avoir recours à la négociation ou à la régularisation des offres irrégulières.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat individuel ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) justifie ne pas être dans un des motifs d'exclusion. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé ou par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et

fournir, avant le début de détachement, en application des articles L.1262-4 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.

- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, il devra également fournir la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité décennale. Cette attestation devra comporter les mentions minimales prévues à l'article R. 243-2 du code des assurances et précisées par l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé. A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, **le signera de préférence électroniquement** et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 MARSEILLE

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)



Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)